SANTÉ

Un centre médico-psycho-pédagogique pour Béni Ourtilane

L'Association Ibtissama a lancé en 2008 le projet d'un centre pédagogique pour accueillir les enfants handicapés et les armer psychologiquement pour la vie de tous les jours, mais aussi les instruire et les soigner. Ce centre est aujourd'hui devenu réalité grâce à la générosité de ses membres, mais aussi en partie financé par les pouvoirs publics (la wilaya de Sétif, la commune de Béni Ourtilane, l'Agence pour le développement social, Sonelgaz etc.)

Le centre, bâti sur un terrain de 1,65 ha, issu lui aussi d'une donation d'une famille de la région, est pourvu de toutes les commodités et installations nécessaires pour pouvoir accueillir prochainement jusqu'à 120 pensionnaires, et réalisé selon les normes internationales, comme le soulignera Monsieur Mouhoub Bousseksou, président de l'Association Ibtissama - lui-même atteint de cécité depuis l'âge de six ans et dont la philosophie est de considérer le handicap comme une motivation et non un obstacle.

Le centre a été inauguré ce samedi 15 décembre 2012 par la ministre de la Solidarité nationale et de la Famille, Souad Bendjabalah, en visite de travail, et par le wali de Sétif, Abdelkader Zoukh. Ils ont été accueillis par des youyous et par une foule nombreuse de tous âges, venus participer à cet évènement. Une chorale de jeunes chérubins a chanté les louanges des généreux bienfaiteurs qui ont tout donné pour voir réaliser ce centre. Lors de sa visite, Mme la ministre a été guidée par M. Djamel Eddine Chelghoum, porteur du projet depuis ses débuts, généreux donateur et l'un des fondateurs et actuel secrétaire général de l'Association Ibtissama.

Ce centre abrite, entre autres, des classes de cours, des ateliers, une salle de sport et d'une piscine et un espace pour l'hébergement et la restauration. Autant d'aménagements qui serviront à éduquer et suivre la scolarité des pensionnaires, leur fournir des formations et les rééduquer, mais aussi leur offrir un espace de détente et de loisirs. Cette réalisation démontre tout le potentiel qui peut découler d'une association et d'une participation de tous, de la bonne volonté de la générosité et de la solidarité qui est le ciment de la société. Béni Ourtilane a été à la hauteur de ses ambitions. Un enseignement à méditer mais surtout à suivre…

R. R.

L'Association Ibtissama

L'Association Ibtissama est à caractère d'utilité publique. Elle prend en charge les besoins spécifiques des personnes en situation de handicap au niveau de la daïra de Béni Ourtilane. L'action de cette association, fondée sur les principes d'égalité et de pleine participation, vise la prise en charge effective des aspirations et besoins réels du bénéficiaire, selon l'âge, le sexe, la nature et la gravité du handicap ainsi que la situation familiale et sociale, et ce, pour mieux défendre ses droits, le protéger, le former, le promouvoir, l'intégrer et le faire participer aux activités culturelles et sociales.

AIN DEFLA

3 revendeurs de drogue sous les verrous, en 2 jours

I s'agit en fait de 2 opérations distinctes menées par les éléments de la Brigade de Recherches et Investigations relevant de la direction de la Sûreté de wilaya de Ain Defla.

La première a eu pour cadre, la ville de Ain Lechiakh. En effet, vendredi dernier, dans la soirée, lors d'une patrouille pédestre de routine, les policiers ont eu leur attention attirée par un individu suspect qui semblait se dissimuler, au regard des agents de l'ordre. Il est quand même interpelé. Après la vérification de son identité, il est fouillé. Les policiers découvrent sur lui une plaquette de kif traité et des «joints» préparés, prêts à la vente. Emmené au siège de la Sûreté de la daïra, et interrogé sur l'origine de la drogue, les enquêteurs arrivent à obtenir l'identité du fournisseur qui, à son tour, un jeune homme âgé de 28 ans, résidant dans la même localité, est interpelé. Les policiers découvrent sur lui, une arme blanche. L'interpellation a alors été suivie d'une perquisition de son domicile. On y découvre quelques 34 grammes de drogue prédécoupés destinés à la revente, à différents revendeurs. Le procureur de la République de Khemis Miliana territorialement compétent à qui les deux accusés ont été présentés dimanche dernier, les a placés en détention provisoire. La seconde affaire a été menée à El Abadia, a l'ouest de Ain Defla.

Agissant sur informations faisant état d'un individu qui se livrait au commerce de la drogue, dans les milieux des jeunes en opérant de nuit, pour ne pas être repéré par les services de police. Les enquêteurs opèrent alors une perquisition au domicile du mis en cause et y découvrent, indique-t on, quelques 44 g de kif traité contenus dans une boîte d'emballage de margarine cachée dans l'anfractuosité d'un mur. La drogue était découpée en doses prêtes à être écoulées. Le mis en cause qui était en fuite, a fini par être arrêté.

Déféré, dimanche dernier au parquet d'El Attaf, accusé de commerce de drogue, le jeune homme âgé de 32 ans, demeurant à El Abadia, a été placé sous mandat de dépôt. Ces deux affaires dans des communes comme El Abadia et Ain Lechiakh, ne sont pas les seules signalées. Ce ne sont là que des preuves de plus qui signifient clairement que le commerce de la drogue n'épargne aucun milieu, aucune localité même les plus reculées, ciblant surtout le milieu des jeunes, ce qui laisse présager qu'après la consommation du kif traité, le passage aux drogues dures, des hallucinogènes et même de la cocaïne n'est pas à exclure, si rien n'est fait pour tarir les grandes sources d'approvisionnement de ces petits «ruisseaux» de produits qui empoisonnent les jeunes et les moins jeunes, détruisant leur présent, leur avenir et même touchant leurs familles et leurs proches.

Karim O.

ILS SE SONT ALLIÉS AU RCD ET AU RPR MALGRÉ LEUR TUTELLE

Les élus RND à l'APC de Tizi-Ouzou assument leur choix

Le spectaculaire retournement de situation qui a prévalu lors de l'élection du président de l'APC de Tizi-Ouzou n'en a pas fini de susciter commentaires, souvent passionnés, chez les uns et mises au point chez d'autres, notamment au RND qui, il est vrai, a focalisé l'attention, lui qui a endossé la perte de la mairie de Tizi-Ouzou.

On se doutait qu'il n'allait pas demeurer sans réponse, le violent réquisitoire du premier responsable du parti d'Ahmed Ouyahia à Tizi-Ouzou contre «ses» élus ayant accordé leurs voix aux alliés que sont le RCD et les indépendants parrainés par le RPR, et de retourner ainsi la situation qui s'annonçait, jusqu'au tout dernier instant, favorable au trio FLN-FFS-RND qui avait scellé, plus d'une semaine après les élections du 29 novembre, avec beaucoup de bruit, une alliance pour «prendre» cette mairie tant désirée. La suite, tout le monde la connaît : les élus du RND ont été voués aux gémonies, accusés de traîtrise et d'autres charges. Dans son élan, sans doute poussé par l'aigreur de la défaite, voire un sentiment de culpabilité sur l'issue inattendue, le RND est allé jusqu'à placarder à travers la ville de Tizi-Ouzou son véhément communiqué, vilipendant littéralement ses élus. Ceux-ci, sans doute offensés par la littérature de ce fameux communiqué, et surtout offusqués par ce qui apparaît comme un revirement de position chez le premier responsable du parti d'Ahmed Ouyahia, affirment dans une réplique, dont nous détenons une copie, que les élus RND ont convenu d'une alliance RCD-RPR-RND avec le consentement explicite et préalable du secrétaire de wilaya, et ce, en présence de plusieurs militants, colistiers et cadres du parti en date du 1er décembre au siège du RND. «Nous venions d'arracher deux vice-présidences de l'APC, une présidence de commission et une délégation de mairie. Un message dicté par notre secrétaire de wilaya nous a été envoyé quelques minutes plus tard nous demandant de signer et cacheter ce protocole d'accord clair, net et précis», expliquent les trois élus du RND. «A la surprise générale, le 8 décembre, le secrétaire de wilaya nous fit parvenir une note nous instruisant de signer un second accord sans tenir compte du précédent. Nous ne pouvions trahir nos engagements et nos principes, car une parole donnée ne se reprend pas !» écrivent ceux que le secrétaire de wilaya a qualifiés de traîtres. Accusation que plus d'un millier de citoyens de la ville de Tizi-Ouzou n'ont pas entendue de la même oreille puisque une pétition de soutien à M. Nesnas Mohamed, le tête de liste RND, et ses deux camarades élus à la mairie, a été signée en l'espace de quelques jours à peine, confortant ainsi le choix de ces élus qui, disent-ils, sont désormais focalisés sur ce qui les attend comme œuvre pour redonner à Tizi-Ouzou son image et que les citoyens ne soient plus réduits à se retrouver débattre des …. ordures ménagères.

M. Azedine

TIZI-OUZOU/LE P/APC N'EST PAS ENCORE INSTALLÉ

Risque de débordements à M'kira

Les quinze élus à l'APC de M'kira, une commune relevant de la daïra de Tizi-Gheniff, au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été empêchés encore une fois, avant-hier dimanche, de procéder à l'élection de leur président.

En effet, ils n'ont pas pu accéder au siège de la daïra où devait se dérouler l'élection à 14h, a-t-on constaté sur place. Quelques dizaines de partisans du FFS, seule liste ayant obtenu lors du scrutin du 29 novembre dernier le pourcentage légal (35% des sièges) lui permettant de présenter un candidat à la présidence de l'assemblée, avec six (06) sièges sur un total de quinze (15), se sont rassemblés devant le siège de cette institution bloquant ainsi l'accès aux élus.

Les manifestants ont réclamé des neuf (09) élus restants (4 RCD, 3 Indépendants et 2 FLN) de renoncer à leur engagement de ne pas siéger avec la tête de liste FFS, rendu public au lendemain du scrutin du 29 novembre dernier.

Devant la résistance et la détermination de ces derniers à aller au bout de leur démarche, les partisans du FFS les ont insultés, menacés et même agressés, sous le regard des policiers qui séparaient les manifestants des neuf élus sus-cités.

Après environ deux heures d'attente dans cette ambiance électrique, les neuf élus ont quitté les lieux vers 16h. A en croire certains d'entre eux, ils comptent déposer une plainte contre leurs agresseurs car ils affirment les avoir identifiés.

Hier lundi en fin de matinée, les élus devaient procéder à l'élection au niveau du siège de la wilaya, mais les six (6) élus FFS ne se sont pas présentés, a-t-on appris de source sûre. Pourtant, leurs supporters ont fait le déplacement et se sont rassemblés devant le siège de la wilaya. A souligner que les élus sont convoqués pour une deuxième réunion demain mercredi, au siège de la wilaya, ajoute-t-on de même source.

Rappelons enfin, que les partisans du FFS avaient fermé le siège de leur APC, où devait se dérouler l'élection, à trois reprises, les 10, 12 et 13 de ce mois.

Kaci Moussa

BÉJAÏA

Les gardes communaux se rassemblent devant le siège de la wilaya

Plusieurs dizaines de gardes communaux ont repris, hier, le chemin de la protestation à travers un rassemblement observé devant le siège de la wilaya pour crier leur colère devant «la sourde oreille» des pouvoirs publics qui tardent à satisfaire leur plateforme de revendications. «Nous avons sauvé la République des griffes du GIA et aujourd'hui après dix-sept ans de loyaux services, on fait face à un véritable mépris des autorités qui ne semblent pas prendre réellement en charge notre dossier», explose un membre du collectif des gardes communaux de la wilaya de Béjaïa tout en signalant au passage que certains de ses camarades attendent depuis plus de quatre mois le versement de leurs indemnités de retraite. Entre autres exigences mises en avant dans la plateforme de revendications des gardes communaux : «L'arrêt de la pression exercée par le délégué de wilaya pour la signature du pacte avec les autorités militaires et l'ouverture d'une enquête nationale sur la gestion du dossier des gardes communaux». Sur un autre chapitre lié à leur situation socioéconomique, les protestataires demandent un droit de priorité au logement social, la prise en charge des familles des victimes du terrorisme, la régularisation de la situation des retraités sans salaires depuis plusieurs mois et la réhabilitation de la prime de rendement».

A. K.

DISTRIBUTION DE 1598 LOGEMENTS À M'SILA

L'affichage des listes des bénéficiaires s'est fait au milieu de la nuit !

La ville de M'sila a connu dans la journée de dimanche une effervescence inhabituelle, suite à l'affichage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux. Il s'agit de 1 598 unités attribuées aux bénéficiaires, parmi lesquels des célibataires et des chefs de famille. Une satisfaction indescriptible pour ceux qui ont pu, cette fois-ci, réaliser le rêve d'une vie, et la désolation pour d'autres, surtout ceux ayant déposé des demandes voilà plus d'une dizaine voire une vingtaine d'années.

C'est ce que nous avons appris auprès des citoyens rencontrés tôt le matin, avant même la prière de l'aube sur les placettes où sont affichées les listes. Les responsables de la daïra ont procédé à l'affichage des listes au milieu de la nuit. Cette étrange procédure a suscité le courroux de plus d'un parmi les citoyens qui se sont rassemblés devant les sièges de la mairie et de la daïra de M'sila, entourés des éléments des services de sécurité pour faire face à d'éventuelles escarmouches.

Impossible de lire à l'aise toutes les listes affichées, seulement dans quelques endroits de la ville qu'on peut compter sur les doigts d'une main et devant une foule compacte. La gente féminine a réfuté catégoriquement cette manière d'afficher les listes de bénéficiaires de logements sociaux.

Le chef de daïra, Abbes Abdelghani, a déclaré que ses services ont reçu 12 000 demandes entre 1991 et 2010, la priorité a été donnée aux plus démunis dont le salaire ne dépasse pas les 24 000 DA. Un travail qui a connu cette fois-ci l'implication des comités de quartier. Comme a essayé ce même responsable de calmer les esprits en déclarant qu'un deuxième quota de 800 logements, dont l'étude des dossiers déjà déposés verra le jour dès le début de la nouvelle année.

A. Laïdi